



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Service public de l'eau et de l'assainissement

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Protection des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone : lancement de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) en groupement de commandes avec les communes volontaires - Demande d'aides financières - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole porte une démarche de reconquête de la qualité de la ressource souterraine exploitée par les captages de Villeneuve-lès-Maguelone (captages du Flès).

Ces ouvrages sont classés prioritaires pour leur protection contre les pollutions par les produits phytosanitaires au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée. A ce titre, ils ont fait l'objet d'études aboutissant à la définition d'un programme d'actions approuvé par délibération n°14540 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017.

Ce programme est à mettre en œuvre à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC). Il prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés). L'AAC s'étend sur 7000 ha et forme un triangle entre Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Cournonterral.

L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités et leurs groupements dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque entité.

L'objectif de ce plan est de supprimer durablement l'usage des pesticides sur les espaces publics et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée à double titre par la gestion des produits phytosanitaires, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1er janvier 2016.

Il lui est ainsi nécessaire de disposer de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

Elle propose donc de lancer, à l'échelle des pôles territoriaux concernés par l'AAC du Flès (Plaine Ouest et Piémonts et Garrigues), un groupement de commandes pour réaliser un PAPPH métropolitain sur les espaces publics dont elle a la gestion et des PAPPH communaux sur les espaces publics dont la gestion reste communale. Le pôle littoral, également concerné par l'AAC, n'est pas intégré à la démarche car les communes concernées ont déjà réalisé ce genre d'études. C'est également le cas de la commune de Saint Jean de Vedas.

Les communes de Courdonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan ont ainsi été sollicitées lors de la réunion d'information du 29 janvier 2018 pour leur adhésion au groupement de commandes et la réalisation d'un PAPPH sur leurs espaces publics.

Une convention constitutive du groupement de commandes publique sera élaborée et précisera notamment la répartition financière entre la Métropole et les communes associées à l'étude.

Le montant prévisionnel de l'ensemble des études nécessaires à la démarche s'élève à 135 000 € H.T. Cette opération peut bénéficier d'un financement de 80% de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et de la Région Occitanie qu'il convient de solliciter.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- s'engager à élaborer et à mettre en œuvre des Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) afin de limiter le recours aux intrants sur l'ensemble des espaces gérés par la Métropole et par les communes associées à la démarche, sous réserve d'obtenir le concours financier des partenaires,
- solliciter de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et de la Région Occitanie – Pyrénées – Méditerranée, leurs meilleures aides financières en vue d'exécuter les études nécessaires à la démarche de PAPPH,
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31151-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.